

CGT-INRA
RN 10 – Porte de St Cyr
78210 Saint Cyr l'Ecole
Tél : 01.39.53.56.56
Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr



Election des représentants du personnel Au Comité Technique de l'INRA - octobre 2011

*Pour défendre les Services Publics et la Recherche Publique
Pour renforcer notre statut de fonctionnaire de l'Etat et nos emplois
Pour sauvegarder nos retraites et revaloriser nos salaires*

Votez pour un syndicat combatif et indépendant

Une nouvelle élection
Précaires et titulaires, vous êtes appelés à élire vos représentants au Comité Technique à l'INRA.

La même élection est organisée simultanément dans toute la Fonction Publique de l'Etat, et concerne plus d'un million de personnes.

Un enjeu considérable !

Dorénavant, les résultats de cette élection détermineront la représentativité de chaque organisation syndicale et leurs droits à négocier.

En votant pour la liste présentée par la CGT-INRA, vous donnez un signal fort au gouvernement et à la Direction Générale

Attention, cette élection est à un seul tour :

Votez

et faites

voter CGT !

Administratif, technicien, ingénieur ou chercheur ; précaire ou titulaire ; dans un laboratoire, dans un secrétariat, dans une unité expérimentale ou aux services généraux d'un centre, vous avez vu la CGT-INRA et ses militants à l'œuvre : nationalement ou localement, dans le combat pour les retraites, pour augmenter les salaires, pour résorber la précarité, pour s'opposer aux restrictions budgétaires imposées par le gouvernement, contre les fermetures de services comme à Carmaux, Lille, Bordeaux, pour revaloriser les indemnités de sujétion, ou encore pour organiser, dans l'unité avec les autres organisations syndicales, la résistance à la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) à l'INRA. **Cette élection vous permet de vous exprimer, vous permet de désigner des représentants en qui vous placez votre confiance, alors que la période qui s'ouvre est porteuse des plus grands dangers pour les droits des salariés.**

Un contexte préoccupant : les services publics dans le collimateur du gouvernement !

Les attaques contre la Fonction Publique ont fortement réduit les droits des citoyens. La loi de 2010 portant « réforme des retraites » a dégradé les conditions d'accès aux droits pleins, et le gouvernement s'obstine en portant le seuil à 41,5 annuités. La loi de 2009 relative « à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique » facilite les licenciements dans la Fonction Publique. Le projet de loi annoncé comme destiné à « résorber la précarité dans la Fonction Publique » vise, en réalité, à développer les Contrats à Durée Indéterminée (CDI) au détriment des emplois de titulaires. Enfin, la RGPP génère des dizaines de milliers de suppressions d'emplois de fonctionnaires et des fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de services....

Résorber le « déficit budgétaire de l'Etat » sur le dos de la Fonction Publique est le leitmotiv du gouvernement pour, dit-il, éviter une situation « à la grecque », et éviter de déplaire aux agences de notation et aux spéculateurs ! En réalité, les profits patronaux n'ont jamais été aussi élevés, les banques se sont refait une santé sur la « crise », et les officines privées bénéficient des reculs imposés aux retraites. Mains états européens décident de mesures analogues : exonérer de charges les grandes entreprises, protéger les riches à l'aide du bouclier fiscal, geler les augmentations de salaires, et spolier les retraités. Ainsi, pour la recherche, chaque année des milliards d'euros sont donnés à bon compte aux patrons via le crédit d'impôt recherche (2,1 milliards € en 2011, près de 3 fois la dotation d'Etat INRA !).

A la CGT-INRA, nous nous engageons à défendre et à promouvoir la Fonction Publique d'Etat assurée par un personnel titulaire, car c'est une garantie pour que chaque citoyen soit traité à égalité, et en toute indépendance, quelle que soit son statut social ou sa localisation géographique.

La Recherche Publique, l'INRA et ses personnels à l'abri ? Non au diktat des - 10% !

Selon d'aucuns, avec un budget en hausse apparemment constante et le remplacement des agents partant en retraite, nous serions des « privilégiés ». Chacun peut voir la réalité de ces effets d'annonce : baisse constante du soutien de base, augmentation importante des emplois précaires, notamment via l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), gel de postes de titulaires,... **Le gouvernement exige désormais une réduction de 10% du budget INRA sur 3 ans, et la Direction Générale se soumet immédiatement à cette exigence !**

Toutes les mesures gouvernementales visent à transformer les thèmes et les travaux de recherche en de simples marchandises, services ou produits. Au travers des Idex, Labex, et autres 'Ex', la concurrence entre programmes, entre équipes, entre universités, voire entre EPSTs, devient le « nerf de la découverte », et la compétition (et son corollaire, l'évaluation) le *nec plus ultra* du fonctionnement des organismes et des relations entre les personnels. Avec une supercherie manifeste : seuls les intérêts du fameux 'Grand Emprunt' pourront abonder les caisses des laboratoires. Les montants réellement perçus dépendront des fluctuations du marché ! Ces financements externes deviennent la source essentielle du fonctionnement des unités et, de plus, sont attribués sans aucune transparence... mais de préférence aux projets susceptibles de rapporter pécuniairement !

Qui peut croire que la réduction du budget de 10% à l'INRA va lui permettre d'améliorer son fonctionnement ? Au contraire, cette politique compromet l'avenir de la recherche alors que le futur de l'humanité dépend du développement de l'alimentation, de l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la sauvegarde de l'environnement et du renouvellement des ressources. **La DG INRA voudrait associer les syndicats au choix des coupes dans les équipes et les unités. Certains pourraient se prêter au jeu ; la CGT-INRA s'y refuse catégoriquement !**

Nous voulons au contraire revenir, au plus vite, à un Institut National indépendant des lobbies économiques, fonctionnant avec un soutien de base pérenne pour les unités, organisé en départements fondés sur la science et œuvrant grâce à des personnels titulaires !

Cela suppose de rétablir un soutien de base à environ 20.000 EUR par part-chercheur, l'orientation et la conduite des recherches sur un mode impartial, le recrutement de titulaires dans toutes les catégories, et notamment d'arrêter l'hémorragie en Adjointes Techniques. **Cela suppose aussi des dispositions allant à rebours des mesures prévues par le schéma directeur des fonctions supports, destiné à appliquer la RGPP à l'INRA !** Certaines d'entre elles ont d'ores et déjà été prises. Elles mettent en place des structures qui affaiblissent les capacités de recherche et qui visent à démanteler ce qui fait la force de l'INRA : ses centres diversifiés maillant le territoire national, et ses départements organisés autour des disciplines constitutives des recherches en matière d'agronomie, d'alimentation et d'environnement.

*Pour plaire aux agences de notations et aux spéculateurs, le gouvernement taille dans les droits et les acquis des salariés et déchet ou mercantilise les services publics, recherche incluse. **Accompagner cette politique, c'est leur faciliter la tâche !***

La CGT choisit de la combattre

Nos revendications :

- Défendre, respecter et améliorer le statut de fonctionnaire d'Etat
- Promouvoir un statut de titulaires pour tous : retirer le projet de loi sur la précarité et titulariser les contractuels occupant des emplois permanents
- Recruter des titulaires en nombre suffisant pour remplir nos missions
- Augmenter les salaires et les pensions pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat
- Abroger les lois de 1995, 2003 et 2010 sur les retraites, et revenir aux 60 ans et 37.5 annuités pour un taux plein
- Améliorer les déroulements des carrières
- Augmenter le soutien de base avec 20.000€ de part-chercheur
- Abroger la LRU, l'AERES et l'ANR
- Abroger la loi relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique
- Arrêter la mise en œuvre de la RGPP

La CGT-INRA continuera, comme par le passé, à vous informer

Nous défendons le droit des personnels à être informés.

Dès que nous disposons d'informations ou de documents, nous les rendons publics, comme nous l'avons fait pour le rapport d'audit (RGPP)

Nous poursuivrons cette démarche.

Nos candidats :

- 1) Alain Roques (DR Orléans)
- 2) Christiane Boeuf (IE Clermont)
- 3) Pascal Tillard (IE Montpellier)
- 4) Sabine Delaunay (AI Paris)
- 5) Chantal Brachet (TR Montpellier)
- 6) Denis Lafortune (IE CRAAG)
- 7) Bérange Lefort (TR Versailles)
- 8) Jean-Michel Salmon (DR Narbonne)
- 9) Patrice Laffare (AT Clermont)
- 10) Catherine Papillon (TR Jouy)
- 11) Laurent Ferrier (CR Toulouse)
- 12) Jean-Luc Widiez (IE Poitou-Charentes)
- 13) Ghislaine Gendrot (AI Lyon)
- 14) Patrick Reynet (AT Bordeaux)
- 15) Michel Martin (IE Dijon)
- 16) Maryse Fougerit (AT Rennes)
- 17) Christophe Gauthier (TR Tours)
- 18) Pascale Maillard (CR Nancy)
- 19) Frédérique Didelot (AI Angers)
- 20) Jean-Charles Valette (IR Avignon)

La « marchandisation » des recherches publiques, leur rentabilisation, pour que le profit - et non les connaissances ou le bien-être - devienne le moteur unique, tout ceci est chapeauté par la loi de 2007 « *relative aux libertés et responsabilités des universités* » dite LRU, où les EPST ne seront plus à terme que des fournisseurs de moyens... tant qu'ils existeront ! Car tout est mis en œuvre via les Alliances, les pôles, les PRES, la gestion déléguée des UMR pour les faire disparaître. Ne subsisterait que ce qui serait utile aux grandes entreprises pour accroître leurs parts de marchés ; la satisfaction du marché étant le but ultime de toutes ces réformes déguisées sous le masque de la « rationalisation » des moyens de l'Etat...

L'intégrité de l'INRA, son caractère d'Institut « National » sont menacés par diverses dérives :

- Dérive régionaliste par les fusions de centres imposées par la DG-INRA qui marie « la carpe et le lapin » (Nantes-Angers, Avignon-Sophia, Orléans-Tours)
- Dérive organisationnelle par les aberrantes fusions de services (SDAR Versailles-Lille),
- Dérive structurelle via les méta-programmes pouvant se substituer, à terme, aux départements de recherche ou via des ensembles comme Agreenium dont la portée a heureusement été limitée grâce à la mobilisation des personnels avec la CGT-INRA.

Un des objectifs des élus CGT au Comité Technique sera de mettre fin à ces dérives !

En finir avec la précarité

Supprimer les emplois de fonctionnaires est un des objectifs du gouvernement qui veut les « remplacer » par des personnels précaires, taillables et corvéables !

La précarité à l'INRA a explosé : environ 23 % des emplois, soit 2.340 Equivalents Temps Plein, près de 2.800 agents !

Avec le projet de Loi en préparation, moins de dix CDD passeraient en CDI tandis qu'entre 40 et 65 seraient concernés par le 'dispositif de titularisation' ! Nous revendiquons la titularisation sans conditions de tous les collègues « précaires » occupant des emplois permanents. La Recherche Publique ne peut être indépendante sans que son personnel soit couvert par un statut qui le rende indépendant des influences politiques ou mercantiles.

Privilégier le collectif à l'individualisation

Nous dénonçons le poids grandissant du principe du « chacun pour soi », avec notamment l'instauration des primes aux mérites, comme la PES, ayant pour objectif de rendre variable une part croissante de la rémunération de tous les agents de la Fonction Publique. Cette orientation vise à diviser les personnels et à mettre à bas la nature, par essence collective, de la démarche de recherche. Nous revendiquons la suppression de ces primes individualisées et l'utilisation des fonds ainsi dégagés pour la revalorisation des salaires et les promotions de tous.

***Pour assurer un combat efficace
Pour maintenir l'utilité publique
d'instituts de recherche comme l'INRA***

***☰ Pour créer des emplois, résorber le chômage et
juguler la précarité, améliorer notre statut,
défendre nos retraites, augmenter nos salaires***

**Mettons un coup d'arrêt
à la dégradation
continue de nos
conditions de travail.
Halte à la RGPP à l'INRA !**

Le gouvernement voudrait que nous fassions plus avec 10% de moins !

Quelle que soit la catégorie, la position hiérarchique ou la localisation, les conséquences de cette politique se font largement sentir.

Les fermetures et restructurations d'unités ou de services, la diminution du nombre de postes d'Adjoints Techniques, les outils de travail non adaptés pour les collègues administratifs, la précarité des personnels, les financements aléatoires, ... pèsent sur nous tous et induisent mal-être et souffrance au travail. Leur cortège de dommages nécessite l'intervention des représentants du personnel, tant au niveau individuel que collectif.

**Malgré les prises de positions massives des personnels contre la RGPP et son application à l'INRA, la Direction Générale de l'INRA s'entête et s'obstine.
Chaque vote pour la CGT lui signifiera qu'elle doit cesser de poursuivre dans cette voie.**

**Votez
CGT**